

LE MOUVEMENT DE CONTESTATION DE LA MONDIALISATION

PAR

EDDY FOUGIER (*)

De Seattle à Gênes, un mouvement global de contestation du processus actuel de mondialisation a pris forme et a progressivement gagné en force et en influence. Il s'est tout particulièrement exprimé par l'organisation de manifestations et de contre-sommets lors des réunions considérées par les contestataires comme symboliques de la mondialisation, que ce soit lors des réunions des institutions internationales (Banque mondiale-FMI, Organisation mondiale du commerce), de sommets régionaux (Conseil européen, ASEAN, sommet des Amériques) ou de rencontres plus informelles (Sommet du G7/G8, Forum économique mondial de Davos). Le mouvement applique par là même le principe selon lequel « *Où qu' Ils' soient, certains d'entre Nous' y seront également* » (1). Il a également mis en place son propre sommet (Forum social mondial de Porto Alegre) et un « processus permanent de recherche et de construction d'alternatives » (Charte des principes du FSM).

Ce mouvement a fait l'objet d'innombrables analyses, mais il n'en reste pas moins une énigme. L'objet de cet article est donc de tenter de comprendre ce qu'il est véritablement, à travers ses acteurs, son discours, l'évaluation de sa réussite, mais aussi son avenir prévisible.

DE QUOI PARLE-T-ON ?

Préalablement, il convient d'être au clair sur l'appellation même du mouvement de contestation. En effet, plusieurs termes sont généralement employés pour le définir, tant par les médias que par les contestataires eux-mêmes. Le terme le plus couramment utilisé, qui est « antimondialisation » (ou encore « antimondialistes »), n'apparaît pas comme le plus pertinent : tout d'abord, il est largement rejeté par la plupart des contestataires ; ensuite, il est inapproprié, car les groupes concernés s'opposent à la mondialisation telle qu'elle existe aujourd'hui, mais pas à la mondialisation en tant

(*) Chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI).

(1) Cité in Susan GEORGE, « What Now ? », *Debt & Development* (ATTAC), mai 2001.

que telle. Ils sont internationalistes ou « mondialistes » (2), pour une grande partie d'entre eux. Ils sont également eux-mêmes les produits de la mondialisation et de ses outils.

Les manifestants qui se réunissent lors des sommets ne pourraient organiser leur action sans les facilités de déplacement causées par la baisse des coûts des transports suite à l'intensification de la concurrence, sans l'ouverture des frontières, sans l'utilisation des nouvelles technologies (*Internet* ou téléphones mobiles) et la pratique généralisée de la langue anglaise. En définitive, les mobilisations et les manifestations ont lieu grâce à la mondialisation. Enfin, les contestataires revendiquent eux-mêmes une mondialisation qui soit une autre mondialisation, une « *mondialisation solidaire* » (3) ou une « *mondialisation démocratique, juste et écologique* » (4). Susan George parle, de ce point de vue, de « *mouvement pour une forme alternative de mondialisation* » (5). D'autres intitulés utilisés dans les médias, tels le « peuple de Seattle » ou l'« Internationale rebelle », apparaissent également trop imprécis pour définir le mouvement. De même, les notions de « *Mouvement citoyen mondial* » (6) ou d'« *Internationale de la résistance* » (7), définies par les contestataires, sont trop connotées.

En fait, le terme le plus approprié et le plus neutre, que nous emploierons ci-après, est « mouvement de contestation de la mondialisation », que nous définissons en tant que nébuleuse des groupes et des individus qui dénoncent les conséquences négatives du processus actuel de mondialisation, décrit par ceux-ci en tant que mondialisation « libérale » ou « néolibérale », ou encore ce que les Anglo-Saxons nomment « *corporate-led globalization* » (ou « *corporate-driven globalization* »), et qui s'efforcent d'en modifier le cours dans un sens plus conforme à leurs idéaux et à leurs objectifs par le biais de différents types d'actions.

(2) C'est ce qu'évoque René PASSET dans son ouvrage *Eloge du mondialisme par un « anti » présumé*, 2001, Fayard. Mark Ritchie, de l'Institute of Agriculture and Trade Policy, établit lui aussi une distinction entre mondialisation et mondialisme : pour lui, la mondialisation est le processus négatif par lequel les entreprises déplacent leurs capitaux, leurs usines et leurs produits à la recherche des coûts de main-d'œuvre et de matières premières les plus faibles et de gouvernements ignorant les législations de protection des consommateurs, des salariés et de l'environnement ; le mondialisme serait plutôt la croyance selon laquelle la survie de la planète implique un respect mutuel et un traitement précautionneux de la Terre et de l'ensemble de ses habitants. Cf. « Globalization vs Globalism », sur le site de l'International Forum on Globalization : www.ifg.org.

(3) Cf. le texte de présentation du Forum social mondial sur le site du FSM : www.forumsocialmundial.org.br.

(4) Susan GEORGE, *op. cit.*

(5) Cité dans un entretien donné par Susan GEORGE à l'agence Reuters, le 20 septembre 2001.

(6) Cette expression a été employée, par exemple, par Gustave MASSIAH dans « Une réponse à l'idée absurde de la guerre des civilisations », *Le Courriel d'information*, n° 272, 9 octobre 2001, ATTAC.

(7) Expression employée par Michael LÖWY : « État-nation, nationalisme, globalisation, internationalisme », texte présenté au Forum social mondial, janvier 2001.

TYPLOGIE DES GROUPES CONTESTATAIRES

Le mouvement de contestation de la mondialisation est loin d'être unifié. Il s'agit en fait d'une nébuleuse regroupant différents types d'organisations aux structures, aux objectifs, aux moyens d'action et aux propositions souvent divergents, et quelquefois contradictoires. Ainsi, des groupes sont « souverainistes » ou protectionnistes, alors que d'autres sont internationalistes. Certains sont plus « pragmatiques » et réformistes, prêts à participer à des organismes de consultation mis en place par des organisations internationales, tandis que d'autres sont plus « critiques » et favorables à des réformes radicales. Ils peuvent être également d'obédience chrétienne (*Christian Aid*, Comité catholique contre la faim et le développement), proches de la gauche dite radicale (ATTAC), environnementaliste (Ralph Nader) ou bien anarchistes (*Tute Bianche*). Le seul élément véritablement commun à ces groupes réside dans la dénonciation des effets supposés du processus actuel de mondialisation.

Les groupes contestataires ne se réduisent pas à ceux qui manifestent lors des contre-sommets et à ceux qui ont été formés récemment pour évaluer et critiquer le phénomène de mondialisation. En fait, on peut distinguer deux types de contestation : le premier est celui, politique surtout, existant dans les pays du Sud ; le second est celui exprimé par les organisations appartenant à la société civile (8) et qui provient en grande partie des pays industrialisés.

Dans les pays du Sud

Dans les pays du Sud, la contestation apparaît relativement plus politique que dans ceux du Nord (9). Si elle ne s'exprime généralement pas lors des sommets internationaux, elle n'en reste pas moins très influente. Ainsi, chronologiquement, le premier groupe contestataire a été un mouvement de guérilla au Mexique, celui des Zapatistes du Chiapas de l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale), qui a déclenché son action le 1^{er} janvier 1994, soit le jour de l'entrée du Mexique au sein de l'Accord de libre-échange avec le Canada et les États-Unis (ALENA). La contestation en Amérique latine est d'ailleurs principalement le fait d'organisations politiques. L'un des partis les plus en vue en la matière est le Parti des travailleurs (PT) au Brésil, qui a obtenu 30 % des suffrages au premier tour des élections municipales d'octobre 2000 ; il gouverne actuellement trois régions et 300 munici-

(8) Les groupes appartenant à la société civile sont définis ici comme ceux ne relevant ni d'une logique publique ou étatique, ni d'une logique privée ou marchande.

(9) Il existe également des ONG contestataires importantes dans les pays du Sud, comme Focus on the Global South (Thaïlande), Red Mexicana de Acción Frente al Libre Comercio (Mexique), Research Foundation for Science, Technology & Ecology (Inde) ou Third World Network (Malaisie), ainsi que des organisations de masse émanant du monde rural, que ce soit le Mouvement des sans-terre (Brésil) ou l'Assemblée des pauvres (Thaïlande).

palités, dont São Paulo et Porto Alegre, où a été organisé le premier Forum social mondial en janvier 2001.

Enfin, la dernière particularité de la contestation dans les pays du Sud est de compter parmi eux des gouvernements « contestataires », ou reconnus en tant que tels par les groupes contestataires. Les deux gouvernements les plus emblématiques sont celui du Premier ministre de Malaisie, Mahathir Mohamad et du Président Hugo Chavez au Venezuela. Le premier, qui s'est signalé par ses diatribes anti-occidentales et sa défense virulente des « valeurs asiatiques », a mis en place, suite à la crise monétaire et financière subie par son pays, une politique de nationalisme économique en créant un Conseil national pour les questions économiques, en rétablissant un contrôle des changes ou en tentant de relancer la demande par un accroissement du déficit budgétaire; sa politique a été saluée par un certain nombre de contestataires et est souvent mise en exergue, notamment en tant que moyen de limiter la libre circulation des mouvements de capitaux. Au Venezuela, Hugo Chavez emploie lui aussi une rhétorique populiste et nationaliste, en développant des liens avec Cuba ou l'Iraq, ou encore dans le cadre de l'OPEP, tout en menant une politique plutôt réaliste en raison de sa dépendance envers les achats pétroliers américains qui se traduit, par exemple, par son soutien au projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

Bien entendu, on peut se demander où s'arrête la frontière de la contestation. Doit-on inscrire dans cette mouvance, certains États considérés comme des *Rogue States* (Cuba ou l'Iran), ou encore les groupes islamistes? En fait, les dénonciations des groupes islamistes ou de ces États vont bien au-delà de la mondialisation et même de l'économie de marché. Ce sont les valeurs occidentales – démocratie, droits de l'Homme, rationalisme, matérialisme, etc. – qu'ils remettent en cause. Ainsi, les attentats de septembre 2001 contre le World Trade Center, symbole de la puissance économique et financière américaine, qui ont été perpétrés par un groupe parlant plus ou moins au nom des « humiliés de la terre », ne peuvent être classés parmi les actes de contestation de la mondialisation. Il n'existe pas de continuum entre les militants de la Confédération paysanne démontant un McDonald's, symbole de la « malbouffe » et des entreprises multinationales américaines, et les jeunes radicaux constitués en « *Black bloc* » détruisant sciemment des symboles d'un capitalisme honni et ces attentats.

Dans les pays industrialisés

Dans les pays industrialisés, des organisations politiques participent à la contestation, notamment des groupes d'extrême gauche comme la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) en France ou le *Socialist Workers Party* (SWP) au Royaume-Uni. Mais ce sont plutôt les groupes appartenant à la société civile qui sont les plus influents. En leur sein, deux grandes catégo-

ries peuvent être distinguées : les organisations traditionnelles et les nouvelles.

Les organisations traditionnelles ont généralement deux fonctions importantes. La première est de représenter et de défendre des intérêts spécifiques, professionnels ou non professionnels, qui sont affectés d'une manière ou d'une autre par des éléments associés à des effets de la mondialisation ; on y trouve des organisations de masse avec des syndicats (AFL-CIO) ou des organisations de défense des consommateurs (*Public Citizen*), des mouvements sociaux tels les mouvements paysans (*Via Campesina*, Confédération paysanne) ou de défense des « sans », sans-terre, sans-papiers, sans-logement, sans-travail (AC!, Agir ensemble contre le chômage, Droits Devant!).

La seconde fonction est celle remplie par les organisations dont une partie des activités porte sur une critique de certains effets supposés de la mondialisation, mais dont les objectifs initiaux étaient de défendre une cause indépendante de ce processus et de fournir un service spécifique ; ce sont principalement des ONG de défense des droits de l'Homme (*Amnesty international*), de protection de l'environnement (*Friends of the Earth*, *Greenpeace*, *Sierra Club*) et de lutte contre la pauvreté, d'aide au développement des pays du Sud et de promotion du commerce équitable (*Christian Aid*, *Misereor*, *Oxfam*, *Solagrail*). Celles-ci tendent de plus en plus à développer des thématiques contestataires ; c'est le cas, par exemple, de l'ONG britannique *Oxfam*, une organisation créée en 1942, qui s'est signalée dernièrement par sa campagne en faveur de la réduction du coût des médicaments dans les pays du Sud (campagne « *Cut the Cost* ») ou de la mise en place d'un code de conduite pour l'industrie du vêtement (campagne « *Clothes Code Campaign* »), thèmes centraux dans la critique actuelle de la mondialisation.

En fait, les organisations dont les médias occidentaux parlent le plus sont les groupes de contestation émanant de la société civile, qui ont été institués récemment et qui ont développé des fonctions originales. Figurent parmi eux des mouvements généralistes initialement composés d'experts et d'intellectuels, qui ont été spécifiquement créés autour du thème de la mondialisation, afin d'en surveiller et d'en évaluer le processus et ses principaux acteurs, les entreprises multinationales et les institutions internationales, ainsi que ses effets, et/ou de diffuser des idées et des informations visant à sensibiliser et à mobiliser l'opinion. Ce sont des réseaux mondiaux regroupant diverses organisations (Action mondiale des peuples contre le libre-échange et l'OMC, Forum social mondial, *International Forum on Globalization*, mouvement international ATTAC) ou des groupes (ATTAC, *Corporate Watch*, *Global Trade Watch*, *WTO Watch*). Une variante de ces groupes correspond aux mouvements spécialisés défendant une seule cause liée aux effets supposés de la mondialisation, que ce soient les mouvements favorables à l'annulation de la dette des pays du Sud (Jubilé 2000/*Drop the Debt*,

Jubilé Sud) ou anti-*sweatshops* (*Clean Clothes Campaign, United Students Against Sweatshops*).

On trouve enfin, parmi les nouveaux groupes contestataires, des mouvements radicaux anticapitalistes prônant une action directe non violente et une désobéissance civile (*Direct Network Action, Reclaim the Streets, Tute Bianche*) et, pour quelques groupuscules, une action directe violente (Action antifasciste). On peut également classer dans cette dernière catégorie des camps d'entraînement pour activistes (*The Ruckus Society, Training for Change*).

On peut enfin inscrire dans la mouvance contestataire un certain nombre d'intellectuels, de journalistes ou d'essayistes (Naomi Klein, Viviane Forrester), des organes de presse (*Le Monde diplomatique*), des agences de presse indépendantes (*Independent Media Center*), des revues, des maisons d'édition ou des fondations.

LES THÉMATIQUES DOMINANTES DE LA CONTESTATION

Les objectifs des différents groupes contestataires paraissent très divers, voire contradictoires, par exemple, entre ceux qui souhaitent défendre les droits sociaux des travailleurs des pays du Sud, et ceux qui considèrent que ces derniers constituent des concurrents « déloyaux » pour les salariés peu ou pas qualifiés des pays du Nord. Cependant, quatre grands types de campagnes sont généralement cités : la campagne pour l'annulation de la dette des pays du Sud, contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en faveur de la réforme des institutions de Bretton Woods, et en faveur d'une taxation des transactions financières (10). Mais, au-delà de ces campagnes, il est possible d'identifier quatre thématiques dominantes dans leur discours en fonction du degré d'intensité de leur critique de la mondialisation et de leurs propositions alternatives.

La contestation éthique

La base de la contestation, et certainement de la sympathie qu'elle inspire dans l'opinion, est la dénonciation, au nom de valeurs « éthiques », du caractère injuste et non démocratique du processus actuel de mondialisation, et de la politique menée par les organisations censées en être les symboles. Ce mouvement dénonce l'injustice subie par les catégories défavorisées au sein des pays industrialisés (les « exclus », les personnes licenciées par des entreprises bénéficiaires, les petits agriculteurs, etc.) et par les pays du Sud, ainsi que les dégradations de l'environnement, la remise en cause des identités

(10) Cf. Laurence CARMEL, « Les réseaux de l'antimondialisation », *Critique internationale*, n° 13, octobre 2001 ou Gustave MASSIAH, « Globalization versus the Citizen's Movement », *Debt & Development (ATTAC)*, mai 2001.

culturelles ou, plus globalement, la « marchandisation » et la privatisation du monde.

Cette injustice est liée, selon eux, à une caractéristique inhérente à la mondialisation impulsée par les entreprises multinationales et par des mouvements de capitaux en quête d'une maximisation des profits à court terme, conduisant à une spirale vers le bas (*race to the bottom*) en matière de normes sociales et environnementales. Cette critique, au nom de l'éthique et de l'intérêt des personnes affectées, s'accompagne d'une volonté de mettre un terme aux tendances jugées négatives (moratoire des licenciements d'entreprises bénéficiaires, annulation de la dette des pays du Sud ou des programmes d'ajustement structurel du FMI, suppression des paradis fiscaux, interdiction des OGM, etc.) et d'accroître l'aide en faveur des pays pauvres ou des catégories défavorisées.

Face à cette « *corporate-led globalization* », ils souhaitent également réhabiliter le rôle de l'Etat, de la réglementation et de la protection des industries naissantes ou des cultures vivrières. Les contestataires dénoncent également le caractère non démocratique de la mondialisation : la liberté des mouvements de capitaux et le discours sur l'absence d'alternative ôtent, selon eux, toute réelle marge de manœuvre aux gouvernements démocratiquement élus et affectent tout particulièrement les citoyens en général, et les pays du Sud. Les principaux acteurs de la mondialisation – les entreprises multinationales et les institutions multilatérales – qui n'ont pas de légitimité populaire, voient leur pouvoir augmenter grâce à ce processus, tandis que celui des Etats serait largement remis en cause.

Cette dénonciation s'accompagne donc d'une aspiration à la surveillance et à l'évaluation « citoyennes » (au sens de « *watch* », terme souvent présent dans le nom des groupes contestataires), et à la « résistance » active, puis d'un souhait de réappropriation « citoyenne », au nom de l'éthique et de la démocratie. L'exemple du budget participatif (et, au-delà, de la démocratie participative ou directe) mis en œuvre dans la ville de Porto Alegre constitue un exemple emblématique de ce point de vue. Cette critique semble recevoir un écho assez favorable au sein de l'opinion. Elle correspond au souci, largement partagé et repris par les responsables politiques eux-mêmes, de donner à la mondialisation un « visage humain » ou une dimension plus « *compassionnelle* » (11).

La contestation réformiste

La deuxième grande thématique de la contestation privilégie la réforme du système économique, notamment en incitant ses principaux acteurs à

(11) Tony Blair parlait ainsi, par exemple, de « *Compassionate Globalization* » lors du Forum économique mondial de Davos le 28 janvier 2000. Ce concept est très proche d'un point de vue sémantique du « *Compassionate Conservatism* » défendu par George W. Bush lors de sa campagne présidentielle.

adopter et à appliquer des normes sociales, environnementales et démocratiques. Elle est principalement portée par les ONG traditionnelles. Celles-ci souhaitent ainsi que les entreprises multinationales et les pays du Sud adoptent un certain nombre de normes sociales et environnementales, même si cela se heurte, dans une certaine mesure, à l'objectif principal des premières (recherche du profit) et des seconds (développement économique). Elles proposent également que les entreprises multinationales, et surtout les institutions multilatérales, respectent les normes démocratiques, en développant une transparence de leurs activités et de leurs prises de décision, une responsabilité (*accountability*) et une ouverture aux acteurs de la société civile, ainsi qu'une plus grande participation des pays du Sud dans leurs instances.

Les ONG veulent avoir la possibilité d'exprimer leur point de vue, et souhaitent qu'il soit pris en compte dans le processus de décision, même si, en l'occurrence, se pose la question de leur légitimité démocratique. De fait, les groupes qui se montrent favorables à l'adoption de telles normes ne remettent pas en cause la légitimité même des institutions internationales ou des entreprises multinationales et ne sont pas opposés à leur participation à des organismes de consultation en leur sein, comme le Comité des ONG de la Banque mondiale.

La contestation pour une gouvernance alternative

La troisième thématique paraît plus ambitieuse. Alors que la première était éthique et la deuxième, réformatrice, la troisième consiste à transformer le système économique, sa philosophie, ses institutions et ses acteurs. Certains, comme Walden Bello, vont jusqu'à parler, à ce propos, de « *dé-globalisation* » et de mise en place d'un « *système alternatif de gouvernance de l'économie mondiale* » (12). Ses partisans, que l'on retrouve dans les groupes contestataires les plus en vue (ATTAC, Focus on the Global South ou Global Exchange) et dans les pays du Sud, portent leur critique sur la mondialisation dite « néolibérale » ou sur la « *corporate-led globalization* ».

Mais celle-ci va souvent au-delà en dénonçant l'ensemble des politiques dites « néolibérales », voire « *la civilisation des grandes entreprises* » (« *corporate civilization* ») et son « *insatiable désir de croissance et de profit* » (Walden Bello) (13). Les groupes critiques remettent en cause la légitimité des grandes organisations multilatérales et des firmes multinationales et souhaitent même les démanteler ou, au moins, « *les placer sous un contrôle démocratique, contraignant, légal* » (14). Ils rejettent, par conséquent, toute participation aux organismes de consultation mis en place par ces organisations, considérant que l'ouverture des institutions internationales à la société

(12) Walden BELLO, « From Melbourne to Prague : the Struggle for a Deglobalized World », texte élaboré à l'occasion des manifestations de Melbourne contre le Forum économique mondial en septembre 2000.

(13) Walden BELLO, *op. cit.*

(14) Susan GEORGE, *op. cit.*

civile vise à restaurer leur légitimité, actuellement en crise, et à désarmer la contestation. Ils considèrent donc que ces institutions ne sont pas réformables en l'état actuel des choses.

Ils proposent, de ce point de vue, deux types de solutions. Des contestataires, comme Walden Bello, souhaitent une forte réduction de leur pouvoir et un rééquilibrage au profit d'autres OIG, comme la CNUCED et l'OIT, ou des organisations régionales. D'autres privilégient la création de nouvelles institutions globales; certains soutiennent la mise en place d'institutions en lieu et place des institutions actuelles (Banque mondiale, FMI, OMC) dont les missions seraient plus conformes à leurs vues (15); d'autres, comme Heikki Patomaki (16), soutiennent la création d'une Organisation Taxe Tobin (OTT), qui serait chargée du prélèvement et de la redistribution d'une taxation des transactions financières; cette organisation, qui devrait être composée par les États, mais aussi par les parlements et les citoyens, pourrait être intégrée au système des Nations Unies ou même devenir l'organisation centrale d'un nouveau système économique; enfin, certains, tel George Monbiot (17), vont jusqu'à souhaiter l'instauration d'un Parlement mondial souverain, dont les membres seraient directement élus par les citoyens du monde entier et dont les autres OIG, y compris l'ONU, ne constitueraient qu'un département.

La construction d'une autre mondialisation passe également, selon les contestataires, par l'instauration d'une fiscalité globale. La proposition la plus connue en la matière est, bien entendu, la mise en place d'une taxe Tobin sur les transactions financières. Une écotaxe internationale ou une taxation mondiale des bénéficiaires des entreprises multinationales s'inscrivent dans le même schéma, à savoir : organiser une redistribution des richesses à l'échelle mondiale. En tout cas, cela montre que les partisans d'une autre mondialisation économique sont également les partisans d'une mondialisation politique, dont les ressorts pourraient être un parlement mondial et une fiscalité internationale. Les alternatives proposées ne mettent cependant pas uniquement l'accent sur le global. Elles sont également axées sur le développement local (micro-crédits, redistribution des terres, nouvelle forme de développement « autocentré ») et sur la réaffirmation de la souveraineté nationale.

La contestation radicale

La quatrième thématique, enfin, est encore plus radicale. Elle consiste à dénoncer le système économique dans son ensemble, que ce soit l'économie de marché, le principe même de la croissance économique, la société de

(15) Cf. notamment Michael ALBERT, « What Are We For? », *ZNet*, 6 septembre 2001.

(16) Heikki PATOMAKI, « La puissance de la taxe Tobin », *Le Courriel d'information*, n° 267, 21 septembre 2001.

(17) Cf. notamment George MONBIOT, « Let the People Rule the World », *The Guardian*, 17 juillet 2001.

consommation et la « tyrannie des marques » (18), et même la propriété privée, et à envisager une alternative utopique. Il s'agit d'une sorte de critique interne d'une civilisation occidentale matérialiste et fondée sur une économie capitaliste. Elle est notamment portée par des mouvements principalement composés de jeunes. Des groupes comme *Reclaim the Streets* ou les *Tutte Bianche*, ou une personnalité comme Naomi Klein en constituent des figures de proue.

Leur action est souvent radicale et violente. Ainsi, les éco-guerriers ou les groupes anarchistes s'en prennent-ils aux biens, notamment en créant des « zones autonomes temporaires » (TAZ) lors de sommets internationaux, qui représentent une sorte de brèche anarchiste dans un monde dominé par le capitalisme. Il s'agit, dans une certaine mesure, d'une dénonciation générationnelle, quelque peu à l'instar de ce qui a pu se passer en 1968.

Cette composante contestataire n'aspire pas, pour l'instant, à une révolution sociale. Elle tend plutôt à définir une alternative utopique, que l'on pourrait quelque peu définir comme une utopie communiste post-soviétique. Ainsi, le groupe *Parecon*, par exemple, propose une transformation radicale du système économique pour créer une « économie participative » (19), qui reposerait sur une suppression de la propriété privée du capital et de la division traditionnelle du travail, et sur la création de « conseils démocratiques » décentralisés, composés de salariés et de consommateurs, lesquels constitueraient les véritables organes de décision de cette nouvelle économie.

LES SUCCÈS DU MOUVEMENT

Réussites externes

La réussite du mouvement de contestation apparaît indéniable. Celle-ci est d'abord externe, même si l'influence réelle du mouvement est relativement limitée et diffère très certainement de ce qu'avancent les contestataires eux-mêmes. Ces derniers estiment ainsi être à l'origine des échecs des négociations à l'OCDE sur l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) en avril 1998, et des négociations à l'OMC sur le lancement du cycle du Millénaire lors de la conférence ministérielle de Seattle en novembre-décembre 1999.

La réalité est cependant plus complexe (20). À la différence d'autres ONG, les groupes contestataires n'ont pas été directement à l'origine d'un traité international, comme c'est le cas pour la Convention sur l'interdiction des

(18) Cf. Naomi KLEIN, *No Logo. La tyrannie des marques*, Actes Sud, 2001.

(19) Cf. le site de Parecon consacré à l'« économie participative » : <http://www.parecon.org/> et Michael ALBERT, *op. cit.*

(20) Cf. par exemple, Edward M. GRAHAM, *Fighting the Wrong Enemy : Antiglobal Activists and Multinational Enterprises*, Institute for International Economics, Washington, 2000 et Zhen KUN WANG/L. Alan WINTER, *Breaking the Seattle Deadlock*, RIIA Special Paper, Londres, 1999.

mines antipersonnel, ou la création d'une organisation, comme la Cour pénale internationale. Leur réussite réside plutôt dans la constitution d'un climat général de vigilance et de suspicion face au processus et aux acteurs de la mondialisation et dans leur influence sur l'agenda international. Ainsi, depuis les manifestations de Seattle, les sommets des institutions multilatérales comme le FMI, la Banque mondiale ou l'OMC ont fait l'objet d'un intérêt sans commune mesure par rapport au passé de la part des médias et de l'opinion. En outre, ces organisations, tout comme les entreprises multinationales, ne peuvent désormais plus se permettre d'ignorer les critiques formulées à leur encontre par les contestataires. Celles-ci s'ouvrent ainsi de plus en plus aux ONG et s'efforcent de répondre à certaines de leurs revendications, par exemple en réaffirmant leur philosophie initiale (lutte contre la pauvreté pour la Banque mondiale) ou en adhérant à un certain nombre de principes éthiques (*Global Compact* des Nations Unies ou principes de Sullivan (21) de respect de normes sociales, pour les entreprises multinationales).

Les contestataires, enfin, ont eu une certaine influence sur l'agenda international. Ainsi, un certain nombre de thèmes qu'ils véhiculent ont fait l'objet d'une prise en compte, voire de décisions concrètes, de la part des principaux gouvernements, que ce soit à propos de la dette des pays les plus pauvres, du blanchiment de l'argent et des paradis fiscaux, du changement climatique ou des risques alimentaires et sanitaires.

Réussite interne

Mais le principal succès du mouvement est surtout interne. Il est d'avoir réussi à unifier dans un même ensemble des courants protestataires qui manifestaient auparavant chacun de son côté. Cela a été le grand tournant de Seattle. En effet, avant Seattle, les formes de contestation étaient réelles, mais les contestataires agissaient de façon dispersée.

Les syndicats manifestaient pour la défense de l'emploi et du pouvoir d'achat, avec l'AFL-CIO s'opposant à la mise en œuvre de l'ALENA ou des syndicats paysans hostiles aux négociations du GATT. Les organisations du Sud s'exprimaient, de leur côté, contre le FMI ou le GATT. Des ONG, telles *Greenpeace* et *Christian Aid*, perturbaient des réunions du FMI et de la Banque mondiale, comme à Madrid en octobre 1994. De nouveaux mouvements initiaient des Marches européennes contre le chômage, une campagne en faveur de l'annulation de la dette des pays pauvres (Jubilé 2000) ou une lutte anti-*sweatshops*. De nouvelles organisations spécialisées dans la mondialisation se mettaient en place, avec ATTAC en France en 1998 ou *Global Trade Watch* aux États-Unis, dans l'orbite de l'organisation de consomma-

(21) Du nom du révérend Leon Sullivan, membre du conseil d'administration de General Motors, qui avait initialement proposé, en 1977, un code de bonne conduite relatif à la présence du constructeur automobile en Afrique du Sud.

teurs créée par Ralph Nader, *Public Citizen*. Enfin, des radicaux d'extrême gauche commettaient déjà en petit nombre des violences lors de sommets, par exemple, à Berlin-Ouest lors une réunion du FMI et de la Banque mondiale dès... 1988 ou dans le quartier de la City à Londres en juin 1999.

Deux éléments ont favorisé un début de structuration du mouvement. Ce fut, tout d'abord, la constitution de réseaux internationaux, en particulier de l'*International Forum on Globalization*, qui regroupe les principaux groupes contestataires, et de l'Action mondiale des peuples contre le libre-échange et l'OMC, proche du mouvement zapatiste. Le second élément a été l'émergence de campagnes et de mobilisations internationales à partir de la lutte contre l'AMI. Cela a été bien entendu grandement facilité par l'utilisation des nouvelles technologies, et en particulier d'*Internet* (sites et courrier électronique).

Mais ce sont les manifestations organisées lors de la conférence ministérielle de l'OMC qui ont constitué le grand tournant. Elles ont permis d'unifier ces différentes forces contestataires autour d'une dénonciation commune de la mondialisation dite « libérale » et autour d'objectifs communs : en l'occurrence, perturber, ou même rendre impossible, l'organisation du sommet de l'OMC, et surtout, empêcher le démarrage d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales, appelé à l'époque « Cycle du Millénaire ». Seattle a ainsi structuré la contestation principalement anglo-saxonne, tout comme plus tard, les manifestations de Nice (décembre 2000), puis de Gênes (juillet 2001), ont structuré la contestation européenne. Seattle a également constitué le véritable coup d'envoi des manifestations qui se sont déroulées depuis ce moment-là lors des grands sommets internationaux.

Alliances et influences

En fait, l'expérience montre que les contestataires ont une véritable influence lorsqu'ils forment deux types d'alliances. La première alliance est celle de la contestation et des organisations de masse disposant de relais politiques influents dans un pays donné. C'est particulièrement le cas aux États-Unis où les thématiques contestataires sont largement reprises et portées par le puissant syndicat AFL-CIO, lequel, avec ses 13 millions de membres, est l'un des piliers du Parti démocrate. Ainsi, la procédure dite « *fast track* », permettant au Président américain de négocier des accords commerciaux sans possibilité d'amendement de la part du Congrès, a été systématiquement refusée au Président Clinton à partir de 1994, en particulier sous la pression de l'AFL-CIO. Les membres du syndicat ont également représenté le gros des troupes mobilisées à Seattle et c'est sous leur pression, notamment en perspective des élections présidentielles de 2000, que Bill Clinton a proposé de sanctionner les pays ne respectant pas des normes sociales minimales, proposition qui a déclenché le retrait des pays du Sud des négociations et qui a débouché en grande partie sur l'échec du sommet.

Cette alliance n'a pas empêché, malgré tout, l'adoption de l'ALENA et de l'accord du GATT de 1994, l'établissement de relations commerciales normales permanentes avec la Chine et la libéralisation des relations commerciales avec un certain nombre de pays africains (*African Growth Opportunity Act*). Le second type d'« alliance », qui a permis d'impulser le mouvement de contestation à l'échelle globale, repose sur une certaine collusion d'intérêts lors des sommets internationaux entre les manifestations pacifiques de masse (avec un nombre impressionnant de manifestants, estimé, par exemple, à 200 000 à Gênes) et les violences, menées en particulier par des jeunes radicaux constitués en « *Black Bloc* ». Cette alliance ambiguë de la masse et de la violence a eu pour finalité d'établir un rapport de force favorable à la prise en compte des préoccupations des contestataires par les responsables gouvernementaux, notamment en attirant l'attention des médias et, au-delà de l'opinion, sur leurs messages et sur leurs propositions.

Cette collusion fait cependant l'objet d'un débat de plus en plus vif au sein du mouvement de contestation depuis le début 2001, une année marquée par plusieurs faits importants : l'instauration d'un sommet propre aux contestataires et l'ouverture du processus de Porto Alegre (22) ; l'aggravation des violences de la part de certains manifestants et la répression des forces de l'ordre lors des sommets, avec utilisation de balles réelles à Göteborg et à Gênes, conduisant au décès d'un manifestant, et se traduisant également par la première annulation d'une réunion internationale (de la Banque mondiale à Barcelone) ; enfin, les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis.

PERSPECTIVES D'AVENIR DU MOUVEMENT

Le devenir du mouvement de contestation est difficile à appréhender, notamment après le 11 septembre. Ce que l'on peut dire pour l'instant, même si le mouvement est encore très jeune, c'est qu'il est peu probable qu'il se transforme en une alternative globale au capitalisme, à l'instar du mouvement ouvrier du XIX^e siècle. Tout d'abord, il ne constitue pas un mouvement uniforme fondé sur une idéologie commune. Il n'a ni pétition de principes comme le Manifeste communiste, ni idéologue tel Karl Marx, ni structure globale comme l'Internationale, ni coordination internationale, ni *leader* charismatique comme Lénine. Ses chefs privilégient au contraire la diversité des groupes et des approches, ainsi que la souplesse dans l'organisation des manifestations et des actions.

(22) Le Forum social mondial, organisé à Porto Alegre (Brésil) du 25 au 30 janvier 2001, a rassemblé plus de 10 000 personnes et 900 ONG, syndicats et associations à l'instigation des grands mouvements brésiliens de contestation et d'organisations européennes comme ATTAC. Il s'agit du premier sommet organisé par des contestataires de la mondialisation. Le Forum s'est transformé en un « processus permanent » par l'adoption d'une Charte des principes du Forum social mondial (avril 2001) et par la mise en place d'un Conseil international qui s'est réuni pour la première fois en juin.

Enfin, l'« alternative » qu'ils proposent à la mondialisation « libérale » a des contours encore relativement flous : pour la plupart d'entre eux, ils n'aspirent pas à une « révolution » politique et économique, c'est-à-dire à une prise de pouvoir d'Etat et à une transformation radicale du système économique, y compris par la violence ; leur objectif serait plutôt d'ordre éthique, à savoir mettre l'humain au centre des préoccupations économiques, tenir davantage compte des intérêts sociaux et environnementaux au détriment des seuls intérêts économiques et financiers à court terme. Le mouvement ne devrait pas être pour autant un simple feu de paille compte tenu des préoccupations dont il se fait l'écho, que ce soit le retour de la « question sociale » autour de l'accroissement des inégalités et des exclusions, la lutte contre la pauvreté et la misère dans le monde, ou bien le souci de développer la démocratie.

L'avenir de la contestation apparaît toutefois pour le moins incertain. D'un point de vue interne, son avenir est suspendu au rapport que le mouvement entretiendra avec la violence, avec la politique et avec les déshérités.

Le problème de la violence

L'enjeu le plus immédiat pour le mouvement est, comme on l'a vu, son rapport à la violence. Il a suscité un débat en son sein à propos des actes violents commis par les radicaux en incitant certains groupes à prendre leur distance avec le mouvement, notamment lors des manifestations. Celui-ci a été malgré tout quelque peu masqué par les actions de répression policière à Gênes et les réactions qu'elles ont suscitées. Les attentats aux Etats-Unis le 11 septembre amènent les groupes contestataires à s'interroger sur leur rapport à la violence en soi. Bien entendu, l'amalgame qui consiste à assimiler les contestataires et leurs actions de violence contre des biens ou leur rejet de la politique américaine avec l'action des terroristes apparaît totalement infondé.

Le mouvement n'en doit pas moins clarifier son rapport à la violence s'il ne veut pas perdre de sa crédibilité, notamment dans un contexte de tensions internationales et de moindre tolérance prévisible de l'opinion face aux actes de destruction de biens. Il semble d'ores et déjà effectuer une telle clarification dans deux directions : le retrait des manifestations de la part de certains groupes de masse (*AFL-CIO*, *Friends of the Earth*, la plus grande fédération écologiste du monde, ou *Oxfam*) ; l'organisation de manifestations opposées à la guerre de la part d'un grand nombre de groupes contestataires.

Les rapports avec le monde politique

Le rapport du mouvement à la politique, c'est-à-dire au monde politique et aux instances de décision, apparaît également central pour son développement. Ce rapport est également très ambigu, voire contradictoire. Les contestataires souhaitent ainsi que leurs propositions soient adoptées, mais en évitant de s'impliquer réellement et directement, pour un grand nombre d'entre eux, dans le jeu politique traditionnel et dans les sphères de prise de décision auxquels ils n'accordent pas vraiment de légitimité. Par ailleurs, même si certains contestataires comme Susan George et Walden Bello accusent les gouvernements, les institutions internationales et les firmes multinationales de vouloir diviser le mouvement entre les groupes raisonnables acceptant le dialogue et les autres groupes, cette divergence d'approche existe de fait au sein du mouvement. Ainsi, à Gênes, certains groupes voulaient empêcher le G8 de se réunir et prônaient même la dissolution de ce type de réunions; d'autres groupes aspiraient, au contraire, à y être intégrés en tant que représentants de la société civile au sein d'un organe de consultation qui pourrait ressembler à celui qu'a proposé Hubert Védrine, par exemple.

Cette tension entre ces deux logiques a été aussi particulièrement visible dans le cadre de l'annulation de la conférence annuelle sur le développement économique (ABCDE) de la Banque mondiale initialement prévue à Barcelone : les radicaux ont manifesté en vue d'empêcher l'organisation d'une telle réunion consacrée à la lutte contre la pauvreté, tandis que certains contestataires « modérés », comme Marta Suplicy, le maire PT de São Paulo, étaient invités à y participer et à y intervenir. Les groupes auront tôt ou tard à trancher certaines questions : comment faire passer leurs propositions tout en restant en dehors du système? Comment intégrer le système sans perdre, au passage, leur intégrité et leur dimension critique? Au fond, il s'agit d'un débat assez classique qui a affecté tous les mouvements progressistes du XX^e siècle face au système capitaliste et à l'expérience soviétique.

La relation avec les déshérités

Enfin, le dernier enjeu important pour le mouvement de contestation est son rapport aux populations défavorisées. Il semble exister un certain nombre de paradoxes de ce point de vue. La plupart des groupes contestataires se présentent comme des défenseurs du sort des pays du Sud, et pourtant ils tendent souvent à défendre des politiques qui vont à l'encontre même des intérêts de leurs habitants : respect de normes sociales et environnementales élevées; soutien des subventions agricoles aux agriculteurs des pays du Nord; obstacles à la libéralisation des échanges au profit des pays du Sud, etc. En outre, ils se présentent comme les porte-parole des exclus et des catégories défavorisées des pays industrialisés. Or, en France par

exemple, les sondages tendent à montrer que les catégories les plus ouvertes à leur message sont les cadres et les jeunes, soit celles qui sont les plus favorables à la mondialisation, tandis que les catégories relativement plus hostiles au mouvement sont justement les ouvriers et les chômeurs (23).

En définitive, le succès relatif du mouvement de contestation est, dans une certaine mesure, la conséquence de deux tendances de fond : une inquiétude au sein de l'opinion à propos de la mondialisation (24) et des préoccupations nouvelles en matière sociale, de développement et de démocratie. Ces tendances devraient être durables, y compris après le 11 septembre 2001. Toutefois, on ne peut exclure qu'elles ne soient plus exprimées par l'actuel mouvement de contestation, notamment s'il devait se discréditer et/ou se diviser sur les trois questions fondamentales de son rapport à la violence, à la politique et aux pauvres. Cependant, l'évolution du mouvement ne dépend pas uniquement de facteurs internes. La tension internationale due aux attentats aux États-Unis, la dégradation de la situation économique, et l'entrée en récession de certains pays, ainsi que les réactions des gouvernements aux attentats et aux failles qu'ils ont révélées dans le processus de mondialisation peuvent modifier le cours de celle-ci, ainsi que sa perception, et par conséquent affecter le mouvement contestataire.

En toute hypothèse, quel que soit son avenir, le mouvement de contestation de la mondialisation aura eu le mérite de soulever deux questions fondamentales liées au processus lui-même, qui apparaissent encore plus cruciales après le 11 septembre : comment organiser une redistribution des richesses dans ce contexte de mondialisation ; comment organiser la mondialisation politique corrélative à l'accroissement de l'interdépendance économique et aux vulnérabilités nouvelles qu'elle provoque ?

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 3^e Assemblée de l'ONU des Peuples, « *Un autre monde est possible. Construisons-le ensemble* », Perugia, 23-25 septembre 1999.
- AGUITON, Christophe, *Le monde nous appartient*, Plon, Paris, 2001.
- ALBERT, Michael, « What Are We For? », *ZNet*, 6 septembre 2001.
- BELLO, Walden, « From Melbourne to Prague : the Struggle for a Deglobalized World », texte élaboré à l'occasion des manifestations de Melbourne contre le Forum économique mondial, septembre 2000.
- BERGSTEN, C. Fred, « The Backlash Against Globalization », discours prononcé devant la Commission Trilatérale, Tokyo, 9 mai 2000.
- BURTLESS, Gary/LAWRENCE, Robert Z./LITAN, Robert E./SHAPIRO, Robert J., *Globaphobia : Confronting Fears about Open Trade*, Brookings Institution Press, Progressive Policy Institute & Twentieth Century Fund, New York, Washington, 1998.

(23) Enquête réalisée par la SOFRES les 12 et 13 juillet 2001 pour *Le Monde*.

(24) Cf. Eddy FOUGIER, « Perceptions de la mondialisation aux États-Unis et en France », *Politique étrangère*, n° 3, septembre 2001.

- CARAMEL, Laurence, « Les réseaux de l'antimondialisation », *Critique internationale*, n° 13, octobre 2001.
- FOUGIER, Eddy, « Mondialisation : radiographie de la contestation », *Sociétal*, n° 34, 4^e trimestre 2001.
- FOUGIER, Eddy, « Perceptions de la mondialisation aux États-Unis et en France », *Politique étrangère*, n° 3, septembre 2001.
- GEORGE, Susan, « Another World is Possible », 2001, site du Forum social mondial : www.forumsocialmundial.org.br.
- GEORGE, Susan, « What Now? », *Debt & Development* (ATTAC), mai 2001.
- Global Exchange, « 10 Ways to Democratize the Global Economy », site : www.globalexchange.org.
- GOLDSMITH, Edward/MANDER, Jerry (dir.), *Le Procès de la mondialisation*, Fayard, Paris, 2001.
- HAY, Andrew, « There Were a Mass Anti-Globalisation Movement », *World Link*, septembre-octobre 2001.
- KHOR, Martin, *Globalization and the South : Some Critical Issues*, Discussion Papers n° 147, avril 2000, CNUCED.
- KLEIN, Naomi, *No Logo. La tyrannie des marques*, Actes Sud, Arles, 2001.
- MASSIAH, Gustave, « Globalization versus the Citizen's Movement », *Debt & Development* (ATTAC), mai 2001.
- MONBIOT, George, chroniques disponibles sur le site : www.monbiot.com.
- PASSET, René, *Éloge du mondialisme par un « anti » présumé*, Fayard, Paris, 2001.
- PATOMAKI, Heikki, *Democratising Globalisation. The Leverage of the Tobin Tax*, Network Institute for Global Democratization, Zed Books, Londres, 2001.